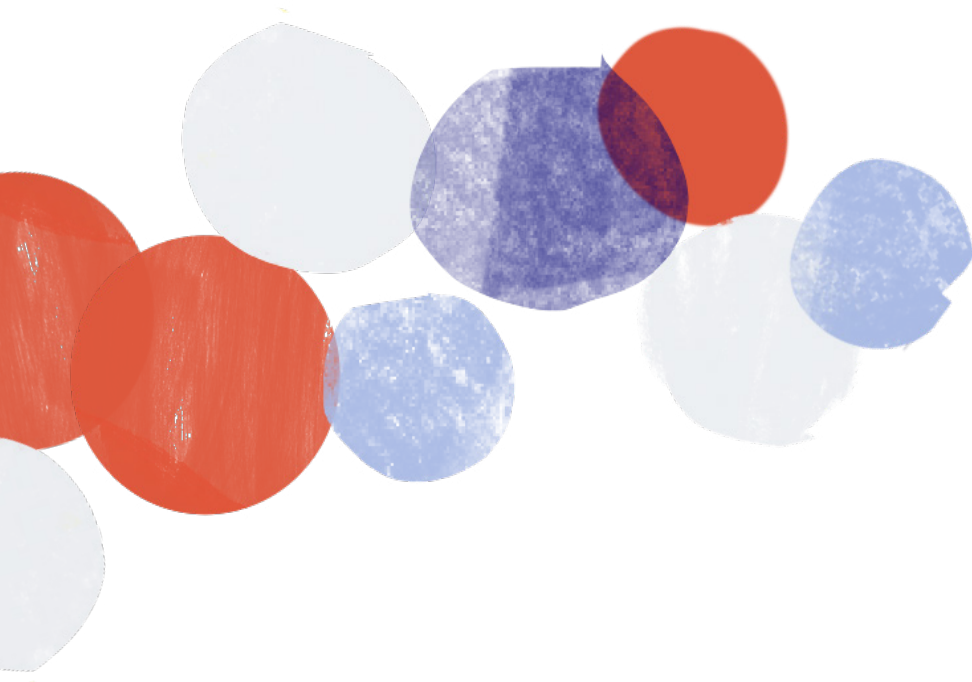


10 ans DE DATA

| La contribution d'Etalab à la
transformation de l'action publique



Edito

En 2021, Etalab a fêté sa première décennie d'existence. En effet, le 21 février 2011 paraissait le décret portant création d'une "mission Etalab". Son rôle : créer le portail unique interministériel des données publiques. Plus de 10 ans plus tard, Etalab c'est bien sûr toujours la plateforme data.gouv.fr (et ses nombreuses déclinaisons sectorielles) mais c'est aussi [API.gouv.fr](https://api.gouv.fr) et le partage des données, leur exploitation avec notamment le LabIA. C'est le programme Entrepreneurs d'Intérêt Général, l'ouverture des codes sources et des algorithmes, les nouvelles frontières du droit du numérique public...

Etalab c'est aussi une communauté riche et diverse. Depuis 2011, quelque 150 personnes y ont travaillé, pour y rester de quelques mois à plus de 10 ans. Mais toutes ont contribué à porter une certaine idée du service public numérique et une nouvelle manière de le fabriquer et de le rendre aux usagers.

L'ouverture, la participation ont fait partie de notre ADN. Ainsi, au fil de cette décennie nous avons appris des administrations, tant ministères que collectivités, avec lesquelles nous avons eu la chance de travailler. Il en va de même bien sûr des nombreuses communautés dont nous avons fait partie, qu'il s'agisse des innovateurs publics, des Blue Hats ou plus largement de la société civile, ou encore de nos pairs à l'international, avec lesquels nous avons contribué à forger l'agenda français du «gouvernement ouvert».

Bref, Etalab c'est un engagement collectif pour transformer l'action publique par le numérique. C'est en quelque sorte la volonté d'incarner dans le champ du numérique le principe de mutabilité du service public, pour produire une action publique à l'état de l'art du progrès technique et ouverte sur la société et ses attentes.

Alors, après 10 ans de service, nous avons voulu faire une photo. Pour nous rappeler et partager ce que nous avons accompli et ce que nous avons appris, sous forme d'un recueil - volontairement décalé et non exhaustif - de quelques épisodes de cette épopée collective. Comme un clin d'œil à celles et ceux qui y ont travaillé : à nos éléphants, qui portent la mémoire d'Etalab, de ses actions et de ses controverses. Mais aussi à celles et ceux qui ont rejoint l'aventure plus récemment, à chaque nouveau produit, chaque nouveau programme, chaque nouvelle réponse à apporter aux enjeux de transformation dans l'administration.

Plus largement, c'est un hommage à toutes les personnes qui ont participé, de près ou de loin, de l'intérieur ou de l'extérieur, à l'action d'Etalab au service de la transparence et de l'efficacité de l'action publique. Et peut-être, nous l'espérons, une inspiration pour celles qui façonneront son avenir et celui du service public français.

L'équipe Etalab



| Il y a 10 ans,
| le tournant de l'open data





Retranscription de la table-
ronde RétroFutur du 06.05.2021
animée par Simon Chignard et mêlant
témoignages et regards croisés

Top
départ !

UN ÉCOSYSTÈME BOUILLONNANT

sept. 2009

REGARDS CITOYENS LANCE NOSDÉPUTÉS.FR



B. Oghe-Talbanou & T. Morlier

Objectifs

lever 3 barrières

- financière (gratuité)
- technique (formats ouverts)
- juridique (licences)



militent

ouvrent

alertent

dénoncent les
"opérations de com"

déc. 2009

OPEN DATA CAMP

📍 Cantine / Silicon Sentier

LA NETSCOUADE

Fing

SOCIAL
MEDIA
CLUB
FRANCE

+ une centaine
de participants
principalement
de la société civile



Stimuler
un mouvement de
LIBÉRATION DE LA DONNÉE

2010

L'OPEN DATA À LA VILLE DE PARIS

1^{re} réflexions



G-E Faure
& J-L Missika



1^{re} réaction

"nos données
sont crades!"

1^{re} impulsion



VOTE
du Conseil
de Paris

1^{re} clashs

1^{re} licence
ODbL-Paris

➡ négociations
en interne

€ sur la non
gratuité



Objectif

créer de la valeur
grâce à ses données

— chercheurs
— entreprises
— dev...

L'OPEN DATA ÉMERGE DANS LES TERRITOIRES



Pionnière,
Rennes fait le buzz!

Bernadette Kessler

Rennes ouvre ses données!

benefices

Valorise les données



liées aux transports
appel à projets
8 lauréats



Stimule la
transfo interne

pratiques de l'Administration
remises en cause
adoption de la licence
ODbL- Paris

Favorise

les rencontres



BarCamp

la cantine numérique
le réseau se met en place
↳ futur OpenDataFrance



un sacré
gain de
temps!

Une expérimentation **pratique**

qui s'inspire

de réflexions **théoriques** et d'outils

la donnée,
en en fait quoi?



Daniel Kaplan

Fing



Pour un numérique
capacitant

self data



data literacy



opendata



↳ produit



guide pratique
& outils

↳ organise

conférences,
hackathons,
infolabs,
Semaine Européenne
de l'open data

3 scénarios pour l'open data

1.

Blanc

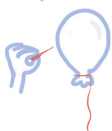
beneficie
à la société
avec citoyens



2.

Gris

"tout ça
pour ça"



3.

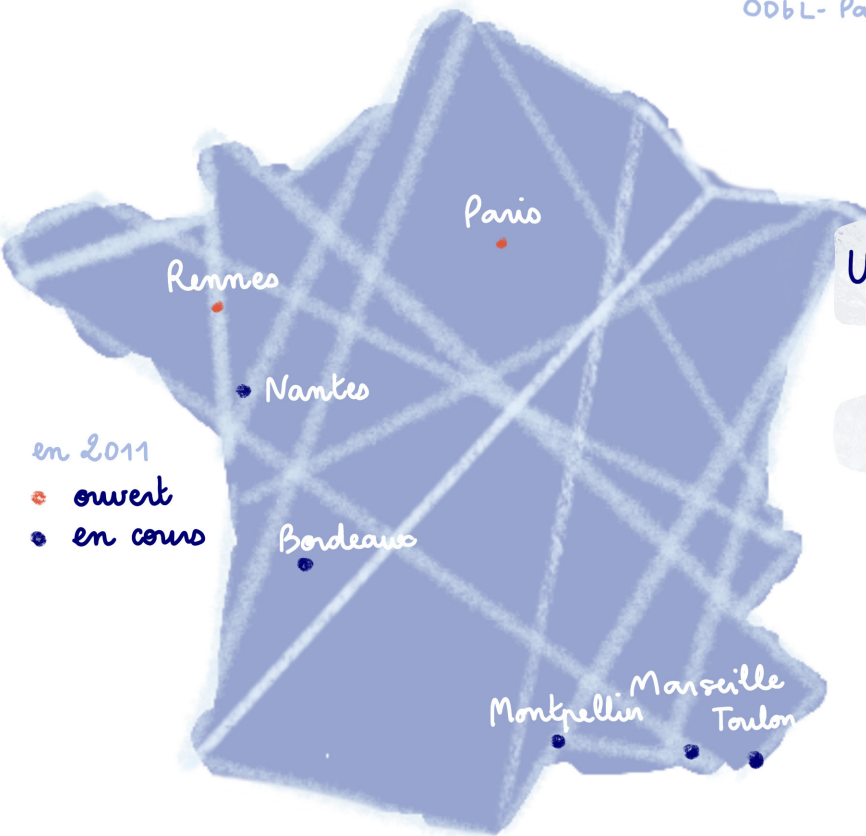
noir

les Gafa
prennent le
contrôle



en 2011

- ouvert
- en cours



2011

L'ÉTAT SE SAISIT DE LA QUESTION DE L'OPEN DATA



A. Quintard
resp. juridique Etalab



T. Lasier
DGME

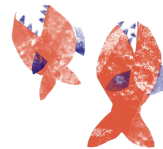


Rapport
Riester



Apprendre à parler
avec son écosystème
collectivités territoriales
société civile, journalistes,
communautés, etc.

Faire face aux résistances
et injonctions paradoxales
agences & établissements
vendeurs de données.



Se poser des questions difficiles

- Moderniser l'Etat vs. aider l'extérieur à innover?
- Administration et tiers réutilisent-ils les données de la même façon?
- La concurrence public / privé est-elle inévitable?
- Les données doivent-elles être gratuites?
- Comment financer l'ouverture et la gestion?



CRÉATION D'ETALAB

fév 2011

à 6 dans un bureau
au 32 rue de Babylone



⚡ 1^{er} focus
la question
des licences

(c'est long
mais ça ramène
l'Administration)



⚡ 1^{er} action
adaptation du
cadre réglementaire



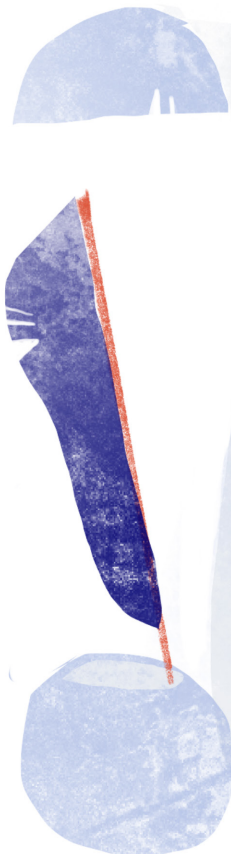
⚡ 1^{er} arbitrage
RATP x CheckMyMétro
médiation requise par
le 1^{er} Ministre



les inspirations en France
& à l'international



- naissance de l'open data avec UK & USA (loi Obama)
- discours d'octobre 1999 de L. Jospin
- article internet actu de 2007
- rapport Levy-Jouyet sur la valorisation du patrimoine immatériel en 2006
- conférence de Sébastopol
- projet de loi sur la société de l'information
- art 15. de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des Citoyens



10 ans

« Le monde a changé grâce à l'opendata. Tout le monde a compris l'importance de la transparence, a acquis ces réflexes... mais les problèmes restent les mêmes : licences, démonstration de l'intérêt économique, administrations réticentes.. »

« Ce qui est sûr c'est que les APIs ouvertes d'Etalab ont le vent en poupe auprès des acteurs privés ! L'open data c'est aussi favoriser les intérêts économiques. »



« L'open data contribue en tout cas à cet *empowerment*, cette capacitation, et nous aide à reprendre le contrôle, à participer à la co-construction ! »

« L'open data a fait son chemin, mais rien n'est jamais gagné. Est-il plus capacitant et libre qu'avant ? Sommes-nous dans un scénario gris, où beaucoup de choses passionnantes se passent... mais dont les grands gagnants seraient les GAFA, au détriment des acteurs publics qui s'affaiblissent ? »



| 2011 - 2021 Morceaux choisis



12 épisodes, 12 souvenirs qui ont jalonné l'action d'Etalab



data.gouv.fr

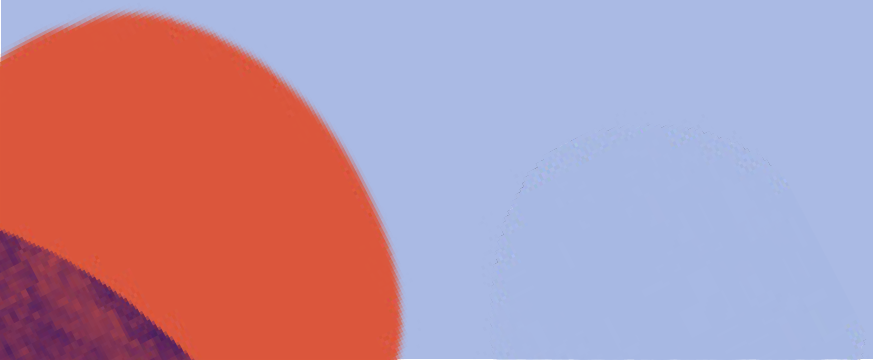
La plateforme ouverte des données publiques

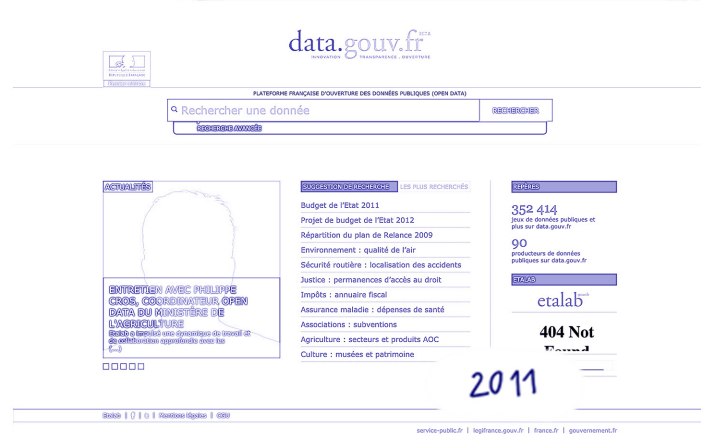
data.gouv.fr est la plateforme ouverte des données publiques françaises. C'est une plateforme ouverte et communautaire : tout le monde a la possibilité d'y publier des données et de publier des exemples de réutilisations de données, sans contrôle a priori.

Née en 2011, la plateforme a connu en dix ans de nombreuses évolutions, qu'elles soient graphiques, fonctionnelles ou organisationnelles.

L'année 2020 a été une année particulière pour *data.gouv.fr* et pour les données ouvertes en France. D'une part, l'open data a joué un rôle central dans la gestion de crise au service de l'information aux citoyens et au pilotage des politiques publiques. L'intérêt du public pour les données ouvertes et leurs usages n'a sans doute jamais été aussi fort. D'autre part, la circulaire du 27 avril 2021 relative à la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources donne un nouvel élan à la politique publique de la donnée.

Dans ce contexte renouvelé, la plateforme nationale des données publiques joue un rôle essentiel. A cet égard, depuis le début de l'année 2020, de nombreux travaux ont été entrepris pour en améliorer encore l'expérience utilisateur et les fonctionnalités.





Plateforme ouverte des données publiques françaises

Thématiques à la une

Données relatives à la
COVID-19



Actualités ...refonte... de data.gouv.fr !

Données Réutilisations Organisations Actualités Nous contacter

Refonte graphique
data.gouv.fr

L'élaboration de la loi pour une République numérique

La loi pour une République numérique de 2016 pose les bases d'une ouverture par défaut des données publiques, étend l'ouverture aux données d'intérêt général, crée le service public de la donnée et introduit la transparence sur les traitements algorithmiques.

Le contenu de la loi est tout aussi innovant que sa méthode d'élaboration : elle a été co-construite par le gouvernement, les citoyens et les citoyennes.

En octobre 2014, le Premier ministre lance une concertation nationale animée par le Conseil national du numérique. Elle recueille des contributions d'entreprises, d'administrations et de citoyens.

Un projet de texte est ensuite élaboré par le gouvernement et soumis à consultation publique sur la plateforme www.republique-numerique.com, de septembre à octobre 2015. Cette plateforme recueille plus de 8 500 contributions et près de 150 000 votes ! Et le gouvernement prend la peine de répondre aux propositions les plus soutenues

Le 9 décembre 2015, Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat chargée du numérique, présente le projet de loi pour une République numérique en Conseil des ministres. Le texte est enfin adopté à l'unanimité le 28 septembre 2016.





Le sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert

En septembre 2015, la France prend la co-présidence du Partenariat pour un gouvernement ouvert ou Open Government Partnership (OGP). Celui-ci rassemble 78 États et des centaines d'organisations de la société civile qui œuvrent pour la transparence de l'action publique, la participation citoyenne et l'innovation démocratique.

Du 7 au 9 décembre 2016, Paris accueille donc le quatrième sommet mondial du PGO. Etalab participe activement à la coordination de l'événement. L'objectif : mobiliser la communauté mondiale du gouvernement ouvert, l'élargir à de nouveaux acteurs, renouveler l'ambition du Partenariat et accélérer la mise en œuvre des principes du gouvernement ouvert.

Durant trois jours, 300 événements permettent aux participants de présenter leurs initiatives, de partager leurs expériences et leurs défis, de rencontrer leurs homologues et de trouver des alliés. 13 chefs d'Etat et de gouvernement se déplacent, ainsi que des délégations ministérielles de 80 pays, 400 organisations de la société civile française et internationale, et des organisations multilatérales. Au total, le sommet rassemble plus de 4000 participantes et participants de 140 nationalités différentes.

En amont, la mobilisation de treize ministères, de nombreuses administrations et de collectivités territoriales lance une dynamique nationale autour de sujets chers à Etalab.

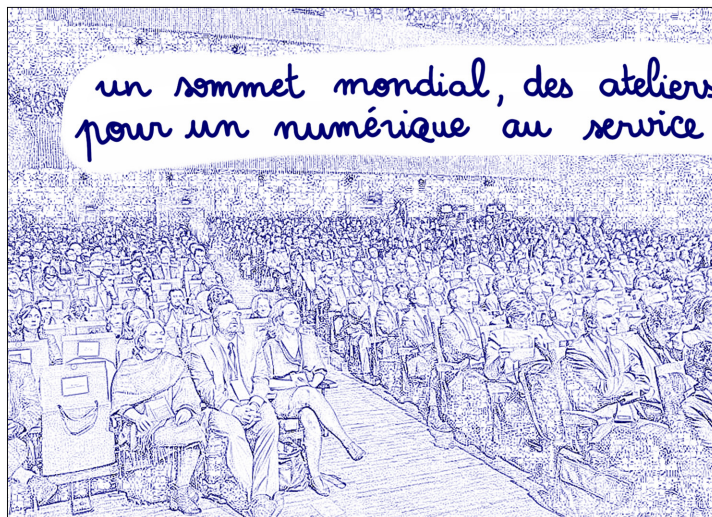


Mesdames & messieurs, bienvenus au sommet mondial
partenariat pour un gouvernement ouvert.

OGP16



un sommet mondial, des ateliers et un hackaton
pour un numérique au service de la démocratie



Sommet mondial du Partenariat
pour un gouvernement ouvert

Atelier de lancement / Paris, 20 avril 2016



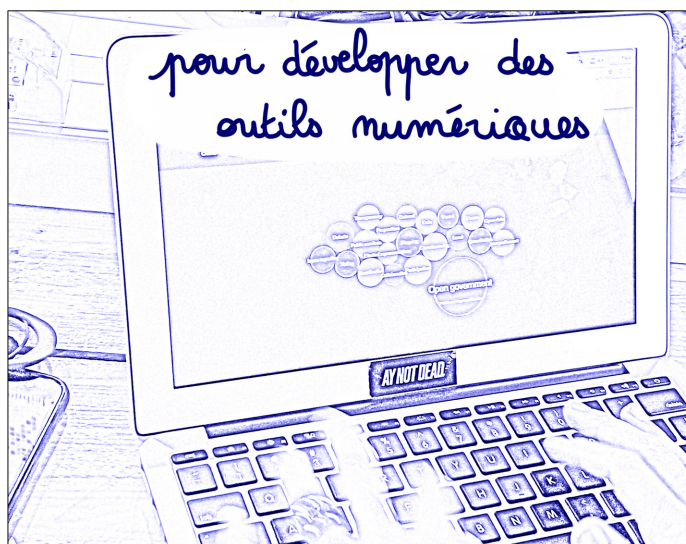
un hacka-quoi?



un événement pour
partager des connaissances,
pour s'inspirer



pour développer des
outils numériques



et surtout... pour rassembler
les énergies créatives!



Le Hackathon

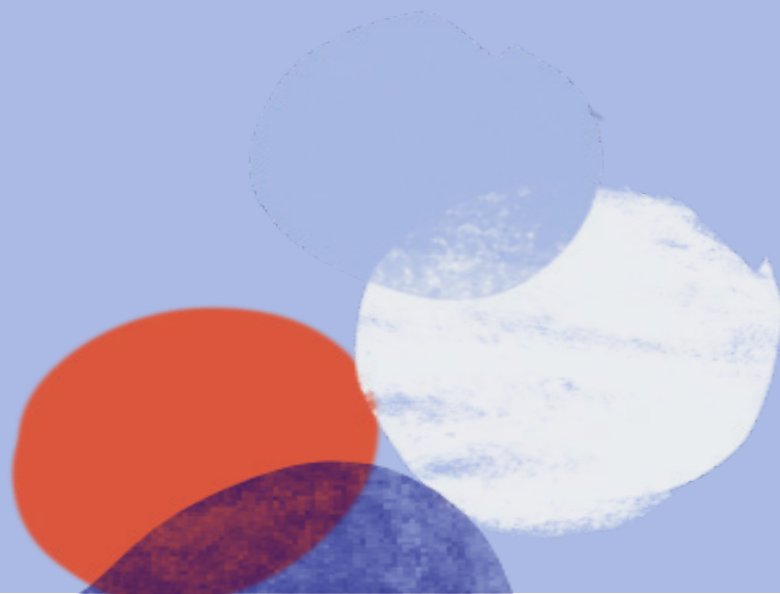
«Données de Santé»

Le 26 janvier 2015, l'Assurance Maladie et Etalab organisaient le premier hackathon dédié aux données de santé.

Etalab expérimentait un nouveau mode opératoire : faire émerger des projets autour de données encore non-ouvertes, mais bien préparées et documentées, pour démontrer l'intérêt de leur mise en open data.

Autre nouveauté : la data science a joué un rôle majeur lors de ce hackathon. L'équipe de data scientists d'Etalab et celle de la direction statistique de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (CNAMTS) ont préparé ensemble les données de dépenses d'assurance maladie inter-régimes (DAMIR) et identifié des jeux de données complémentaires déjà ouverts. Elles ont également accompagné les contributeurs et contributrices pendant le hackathon. Enfin, le croisement entre l'open data et les data sciences a offert de nouvelles approches du sujet de politique publique que sont les données de santé.

Plus de 80 personnes ont participé à cette journée de développement : elles venaient d'organismes publics du secteur, d'entreprises, d'assurances, de start-ups du monde médical et des objets connectés... De quoi constituer une bonne base d'utilisateurs et utilisatrices de ces données !



Bienvenu à ce hackathon
dédié aux données de santé

bonjour Henri

et maintenant
au boulot !



x travail studieux x

The screenshot shows the RStudio IDE with a script file named 'damir2013_4.R'. The script performs the following operations:

```

1 load("data/damir.Rds")
2 load("data/npps.Rds")
3 load("data/pp.Rds")
4
5 damir2013_1 <- merge(damir2013, npps2013, by = "codep")
6 write.table(damir2013_1, "data/damir2013_1.csv", row.names = FALSE, sep = ";", dec = ",")
7
8 gpp2013_tot_tot <- gpp2013_2 %>%
9   filter(sexe == "total", catage == "Total") %>%
10   select(codep, n) %>%
11   plyr::rename(replace = c("n" = "pop_affilites"))
12
13 damir2013_2 <- merge(damir2013_1, gpp2013_tot_tot, by = "codep")
14
15 damir2013_2$actes_affilites <- damir2013_2$nb_actes / damir2013_2$pop_affilites
16 damir2013_2$densite_medecins <- damir2013_2$effectifs / damir2013_2$pop_affilites * 10^5
17
18 sum(damir2013_2$nb_actes) / sum(damir2013_2$pop_affilites)
19 sum(damir2013_2$effectifs) / sum(damir2013_2$pop_affilites) * 10^5
20

```

Below the script editor, the console shows the following text:

```

1:1 [Top Level] >

```

Handwritten notes in French are overlaid on the bottom left of the image:

est un tr
 Tepez
 R e
 Tepez
 Tepez
 en ligne
 Tepez "q()" pour quitter R.

Handwritten text in French is also present on the right side of the image:

on a rédigé un script
 pour éviter les risques
 de réidentification sur la base

il ne manquerait pas une valise HTML là?

il ne manquerait pas une balise HTML là?

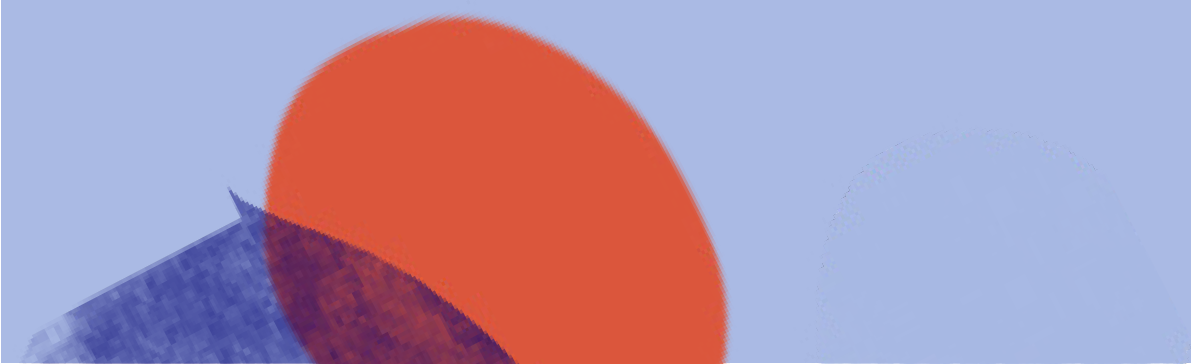
L'ouverture de la base SIRENE

Le 5 janvier 2017, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) publie la base SIRENE en open data sur le portail data.gouv.fr. Celle-ci contient des informations économiques clefs de 10 millions d'établissements et 9 millions d'entreprises françaises : localisation, activité principale, tranches d'effectifs, nature juridique des établissements...

Pour préparer l'ouverture de ces données et identifier de premiers exemples de réutilisations, l'Insee et Etalab ont organisé le hackathon #OpenSirene, mi-novembre 2016. Durant une journée, près d'une centaine de participantes et participants ont croisé et réutilisé les données Sirene.

Le nombre de participations et de réalisations a témoigné de l'engouement suscité par l'ouverture prochaine en open data de cette base de référence. Pour la ministre Axelle Lemaire, il s'agissait d'une illustration concrète du service public de la donnée.

Le service public de la donnée a pour mission d'assurer la mise à disposition et la publication des données de référence afin d'en faciliter la réutilisation. Les données de référence font l'objet ou sont susceptibles de faire l'objet d'une utilisation fréquente par un grand nombre d'acteurs tant publics que privés et dont la qualité, en termes notamment de précision, de fréquence de mise à jour ou d'accessibilité, est essentielle pour ces utilisations.





Ben
Merci de nous aider
à faire de SIRENE
quelque chose de
sexy



je vous prie d'accueillir
sur scène Axelle Lemaire
& Jean-Luc Tavernier



Bienvenus à ce hackathon,
basé sur de vraies données
d'intérêt général !



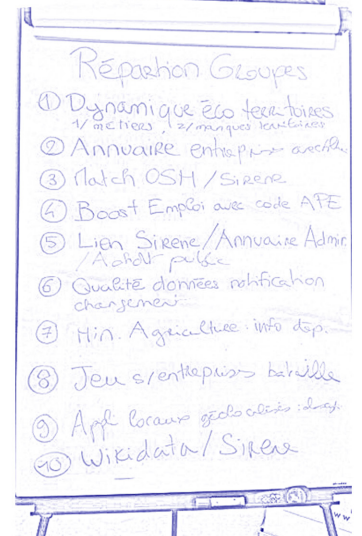
sirene_201612_L_M.zip
<http://files.data.gouv.fr/sirene>

355 Ko/s - 175 Mo sur 1,4 Go

SUSPENDRE ANNULER

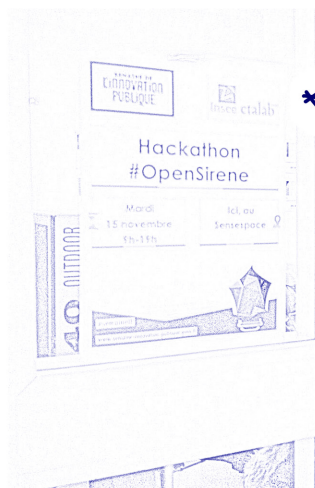


Les gars, ça vous dit
de concevoir un annuaire
des entreprises françaises?



Répartition Groupes

- ① Dynamique éco territoires
1/ métiers, 2/ marques territoriales
- ② Annuaire entreprises archéol.
- ③ Match OSH / Sirene
- ④ Boost Emploi avec code APE
- ⑤ Lien Sirene / Annuaire Adm.
Achat public
- ⑥ Qualité données notification
changement
- ⑦ Min. Agriculture : info dep.
- ⑧ Jeu s/entreprises bataille
- ⑨ Appl locaux géolocalisés : diag.
- ⑩ Wikidata / Sirene



* travail
travail *



Et top! C'est fini!
Posez les cray... les souris!



Bon déjà vous avez la
chance que les hackathons
soient encore à la mode,
on est arrivé en masse!



et je tiens à dire
que la base SIRENE devrait
faire partie d'un service
public de la donnée



psst... Pas bête
comme idée
dis - donc

Le programme EIG

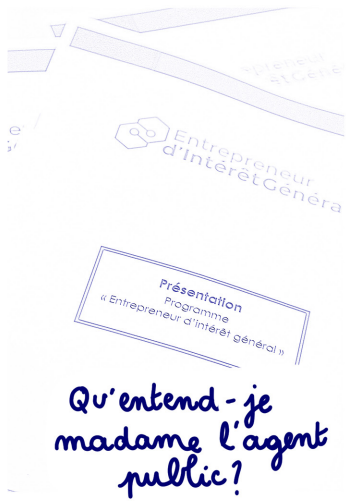
Entrepreneur d'intérêt général

En 2017, Etalab lance une première promotion, expérimentale, du programme Entrepreneurs d'Intérêt Général, sous l'impulsion du Président de la République française. L'objectif affiché est celui d'attirer des personnes avec des compétences numériques pointues pour relever des défis concrets du service public : des « entrepreneurs et entrepreneuses d'intérêt général » ou EIG.

Le principe : allier l'expertise métier des agents publics et l'expertise numérique des EIG pour concevoir des solutions qui répondent aux problèmes identifiés par les agents publics. Pour cela, les EIG travaillent aux côtés de ces agents publics, au cœur de l'administration.

Au fil des années, les promotions ont grossi et les compétences se sont diversifiées. La première promotion comptait 11 talents, spécialistes en développement et data science. La cinquième promotion en compte 39 et rassemble en plus des expertises en design, data engineering, géomatique et droit du numérique !



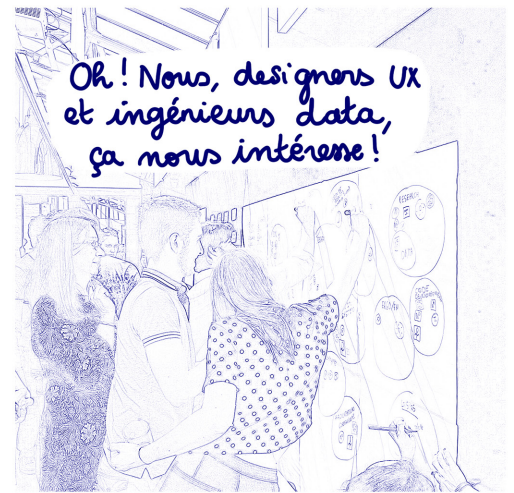


Qu'entend-je
madame l'agent
public?

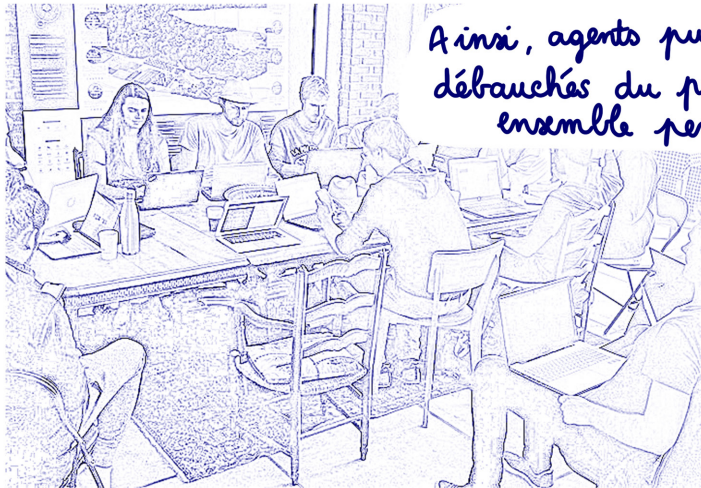


Vous avez identifié
un défi dans votre
administration?

Oui, là!



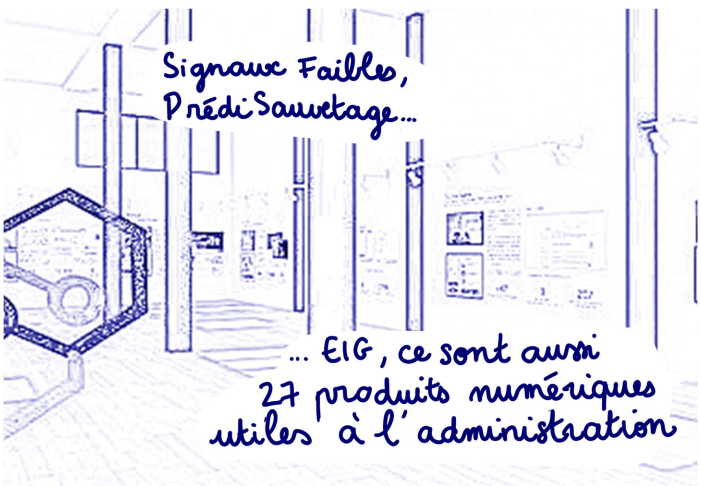
Oh! Nous, designers UX
et ingénieurs data,
ça nous intéresse!



Ainsi, agents publics détachés et citoyens
débauchés du privé travaillent
ensemble pendant 10 mois



... aidés par toute la communauté d'entrepreneurs
d'intérêt général. Et 6 promotions, ça fait du monde!



Signaux Faibles,
PrédiSauvetage...

... EIG, ce sont aussi
27 produits numériques
utiles à l'administration



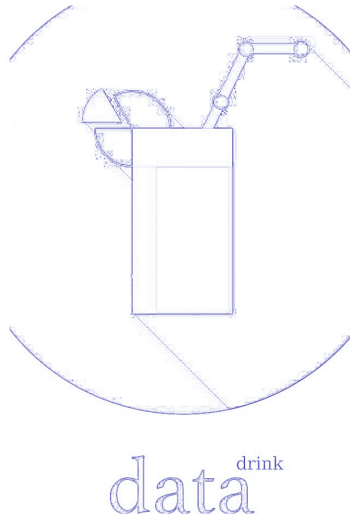
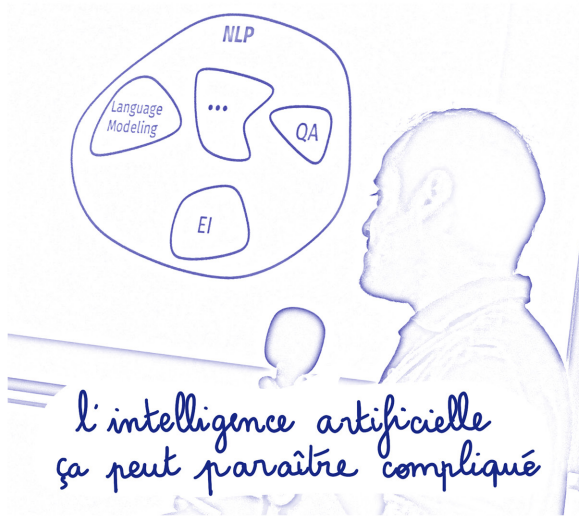
Avec 600 candidatures par an,
le programme EIG met les talents
au service de l'intérêt général

L'intelligence artificielle dans l'administration

En mars 2018, la présidence de la République dévoile la stratégie nationale pour l'intelligence artificielle. Quelques mois plus tard, le Laboratoire pour l'intelligence artificielle de l'État (Lab IA) est créé pour accompagner les administrations dans le déploiement de leurs projets IA et renforcer leurs capacités en data science.

Le Lab IA a cinq axes de travail :

- accompagner les projets IA de l'administration, notamment grâce aux appels à manifestation d'intérêt IA ;
- développer des outils mutualisés au service de l'action publique, comme le premier jeu de données ouvert de questions-réponses francophones PIAF (Pour un IA Francophone) ;
- animer la communauté IA de l'administration grâce aux data drinks et au programme 10% ;
- développer l'éthique de l'IA dans la sphère publique en participant aux travaux d'Etalab sur la transparence et l'explicabilité des algorithmes ;
- construire un partenariat avec l'écosystème de la recherche en intelligence artificielle.



Les outils de consultation de l'Etat

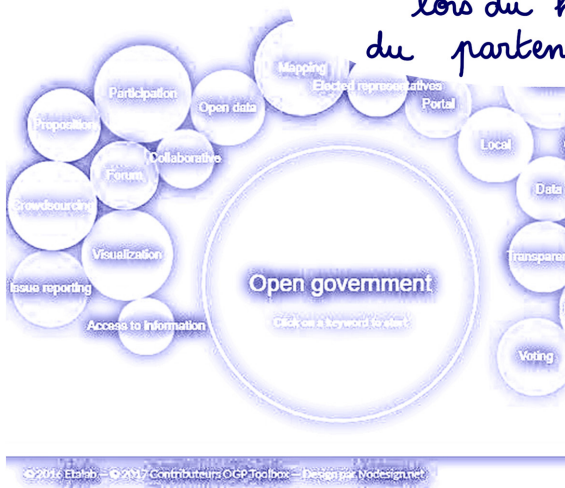
En 2016, la France accueillait le 4ème Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert. Dans ce contexte, Etalab lançait une boîte à outils pour guider les agents publics souhaitant se saisir des modes de co-construction avec les citoyennes et des citoyens.

S'il ne remplace pas les pratiques en présentiel, le numérique participe du renouveau des pratiques démocratiques : il est un accélérateur de transparence, de discussion, de co-construction et de co-décision entre les pouvoirs publics et les citoyens. De la participation asynchrone, à sa grande puissance de diffusion grâce à internet, en passant par des fonctionnalités comme la co-écriture de texte en temps réel, le numérique fournit de nouveaux outils à la démocratie qui devaient être saisis par les agents des administrations.

En partenariat avec la civic tech française, une plateforme *consultation.etalab.gouv.fr* a ainsi été progressivement enrichie pour permettre à toutes les administrations françaises de déployer des outils de consultations en ligne facilement.

Au delà des outils, des guides méthodologiques, de l'appui au cadrage des démarches, ... c'est une communauté interministérielle, celle des Mardis de la Consultation, qu'a animé Etalab pendant plus de 2 ans pour faire dialoguer les praticiens de la participation et faire monter en connaissance les agents responsables de mettre en oeuvre des démarches participatives.

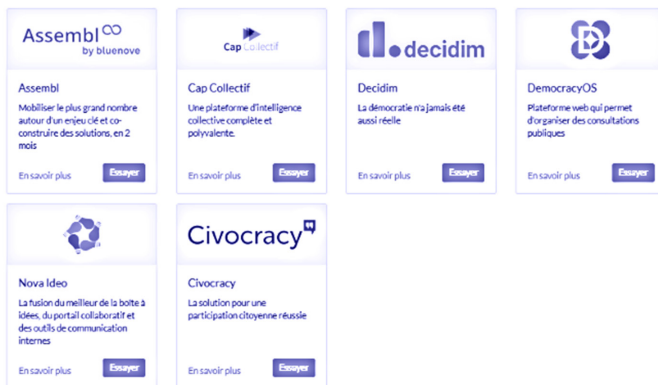
Fort de ce succès, en 2019, la Direction Interministérielle de la Transformation Publique (DITP) a intégré la gestion de la plateforme et l'animation de la communauté au sein du Centre Interministériel de la Participation Citoyenne.



tu vois Céline, tout a commencé avec l'OGP Tool-Box, une plateforme de ressources imaginée en 2016 lors du hackathon du sommet mondial du partenariat pour un gouvernement ouvert



consultation.etalab.gouv.fr était né ! grâce à un partenariat avec la civic tech, l'Etat met à disposition des agents publics plusieurs plateformes de consultation citoyenne



une communauté d'entraide entre agents publics

un guide pour préparer sa démarche participative



un partage de bonnes pratiques



et des partenaires!
Le MTES pour l'expertise,
la DAE et l'UGAP
pour l'achat public



Bon,
la CNIL, Eurogroup, Cap'co...
on parle du Grand Débat ?

consultation.etalab.gouv.fr
fabriquez votre consultation en ligne

etalab.gouv.fr

19 CONSULTATIONS réalisées

112 agents publics dans la communauté

420 TÉLÉCHARGEMENTS du kit de cadrage d'une consultation publique

1M€ POUR LA CIVIC TECH FRANÇAISE



Merci Etalab pour le prototypage...
on intègre consultation.etalab.gouv.fr
dans le centre interministériel
de la participation citoyenne



pour enseigner les
enjeux du numérique
auprès de nos agents territoriaux



et promouvoir
la participation des citoyens
aux politiques publiques



api.gouv.fr

déploie plus de 100 APIs

L'échange de données par interface de programmation, ou «API», est notamment au coeur de la simplification des démarches administratives, en évitant de redemander des pièces justificatives.

api.gouv.fr est né en 2016, avec pour mission de référencer les API des administrations françaises.

Rapidement, l'arrivée d'API sur les particuliers et les entreprises dans le catalogue a fait grandir l'ambition du site et de son équipe. La mission principale de l'équipe consiste désormais à simplifier grâce aux API les démarches administratives, pour les citoyens, les associations, les entreprises et les agents publics.

Des produits phares sont montés en puissance autour des API, comme par exemple :

- DataPass, qui permet d'automatiser et sécuriser les accès aux données restreintes ;
- L'API Entreprise et l'API Particulier, intégrées par des centaines d'administrations pour simplifier les démarches de leurs administrés ;
- Les API FranceConnectées, qui facilitent notamment la vie des étudiants, des boursiers et des demandeurs d'emplois ;
- Les API Géo et Adresse, déjà appelées des milliards de fois, et qui rendent désormais pénible tout formulaire en ligne qui ne les utilise pas !
- Et les 100 API en open data, sur des thématiques très variées voire insolites (comme les espèces de poissons recensées dans les rivières).

api.gouv.fr compte désormais 136 API, et s'enrichit chaque mois avec de nouvelles données, avec pour objectif en parallèle d'améliorer la qualité des documentations pour démocratiser le recours aux API.

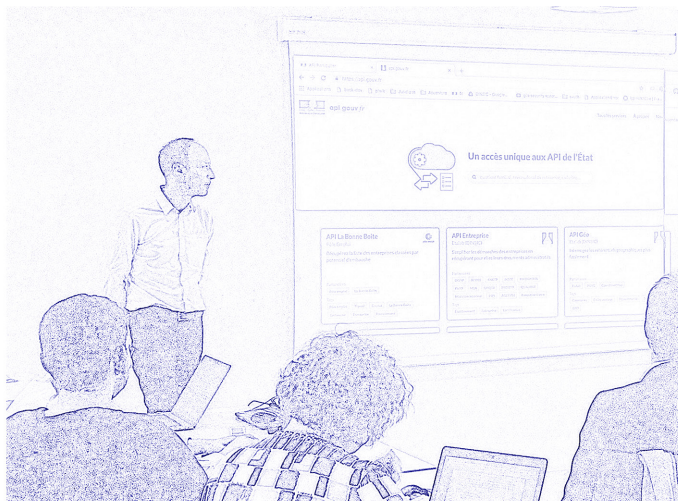


Alors dites-moi!

Quel est votre secret pour promouvoir les API avec autant de succès?



L'obsession de simplifier les démarches pour les usagers
M. le Ministre!



En pratique, ça veut dire faire savoir que c'est possible, comme lors des séminaires DCANT



api.gouv.fr

Aidez-nous à vous aider!

Rechercher une API du service public Comprendre les API

Avoir une interface ultra-simple

Vous êtes un ministère ?

Accédez aux données de toutes les administrations, pour construire des services innovants.

Rechercher une API

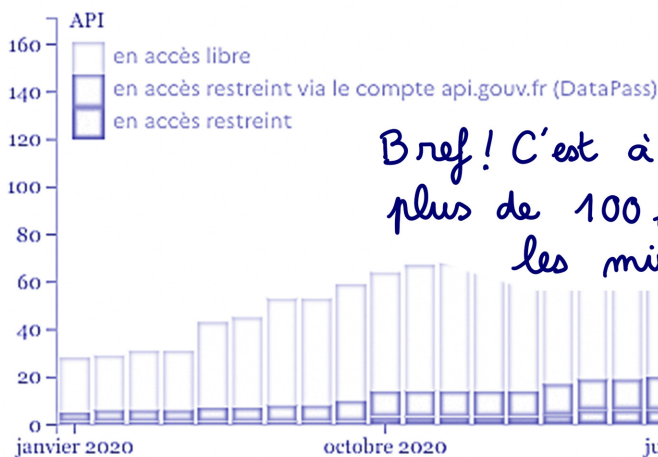
Comment ça marche ?

Trouvez l'API dont vous avez besoin

Obtenez l'accès à l'API

Construisez votre service

et... euh... Des formats d'ateliers ... novateurs.

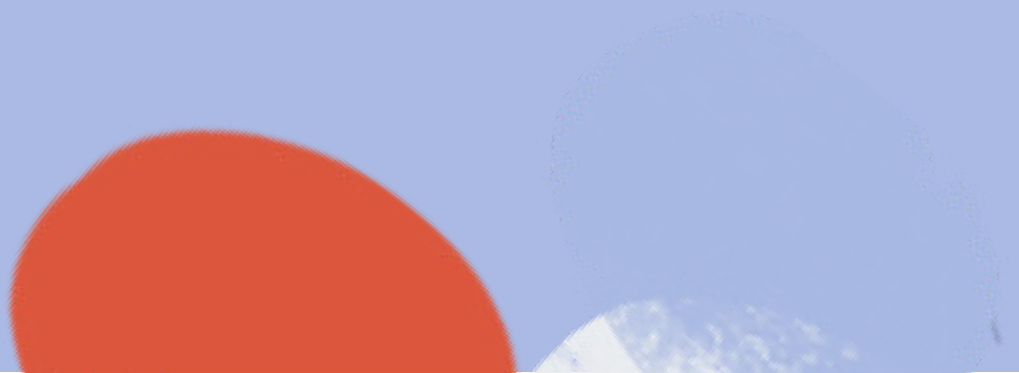


Bref! C'est à ça qu'on comptabilise plus de 100 API déployées dans les ministères

Le baromètre des résultats de l'Action Publique

Créé en janvier 2021, le baromètre des résultats de l'action publique permet aux Français et Françaises de suivre l'avancée et les résultats de 43 réformes prioritaires menées par le gouvernement depuis 2017, dans huit domaines essentiels du quotidien : la transition écologique, l'emploi et l'économie, la santé, la famille et le handicap, l'éducation, la sécurité, la culture, les services publics et le logement.

Il s'agit d'un véritable outil de pilotage de l'action publique de l'Etat au niveau national, régional et départemental, animé par la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques Amélie de Montchalin et mis en œuvre par la DITP, la DINUM (Direction interministérielle du Numérique) et le SIG (Service d'information du Gouvernement).





Alerte générale! Le cab' veut mesurer l'efficacité des politiques publiques



Aïe, un tableau de bord... C'est pour quand?



Mais comme d'hab voyons Geoffroy... Pour hier!



Bon soyons pragmatiques... Repartons du tableau de bord COVID

Recherche par région

Sélectionner dans la liste

Seine-et-Marne, 77

Rechercher

Ministère de la recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Indicateur de recherche

Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et accélérer la transition écologique

La France s'est fixé un objectif de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires de 50 % en 2025

On rajoute des graphes pour rendre ça concret

Les résultats pour le département de la Seine-et-Marne

En décembre 2017

En décembre 2019

Cible à atteindre en 2022

2 % de surface agricole

4,1 % de surface agricole

15 % de surface agricole

+ 105 % depuis décembre 2017

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

Les résultats pour le département de la Seine-et-Marne

En décembre 2017

En décembre 2019

135 agriculteurs

200 agriculteurs

+ 48 % depuis décembre 2017

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %

10 %



et pouf, j'envoie en prod!



Merci le pôle data Etalab! Grâce à vous, le baromètre de l'action publique est né!



Allez! Maintenant un petit tour de France pour en discuter avec les Préfets!

La communauté BlueHats du Socle Interministériel du Logiciel Libre (SILL)

Fin 2018, Etalab a recruté Bastien Guerry pour coordonner l'action d'Etalab et de la DINUM sur les logiciels libres : il s'agissait alors de participer aux groupes de mutualisation interministériels qui publiaient chaque année le socle interministériel de logiciels libres et de rendre visible les dépôts de code source publiés par des organismes publics. C'est aussi fin 2018 qu'est lancé le mouvement BlueHats qui vise à renforcer les échanges d'expertise entre libristes de l'administration. Courant 2019, Etalab publie sill.etalab.gouv.fr et code.etalab.gouv.fr, prenant une part de plus en plus importante en interministériel sur le libre.

En 2021, suite au rapport Bothorel, le Premier ministre signe une circulaire demandant « une mission dédiée à l'animation et la promotion interministérielles en matière de logiciel libre et de communs numériques » au sein de la DINUM, et c'est ainsi qu'est né le pôle logiciels libres d'Etalab. Il réunit aujourd'hui une équipe de quatre personnes qui aide toutes les administrations à utiliser plus de logiciels libres, à publier plus de codes sources et à attirer les compétences open source dont les ministères ont besoin pour une transformation numérique souveraine.





pour développer
du logiciel libre



bluehats

Rejoignez
la communauté

BLUE HATS, HACKERS
D'INTÉRÊT GÉNÉRAL



L'accélérateur d'initiatives citoyennes

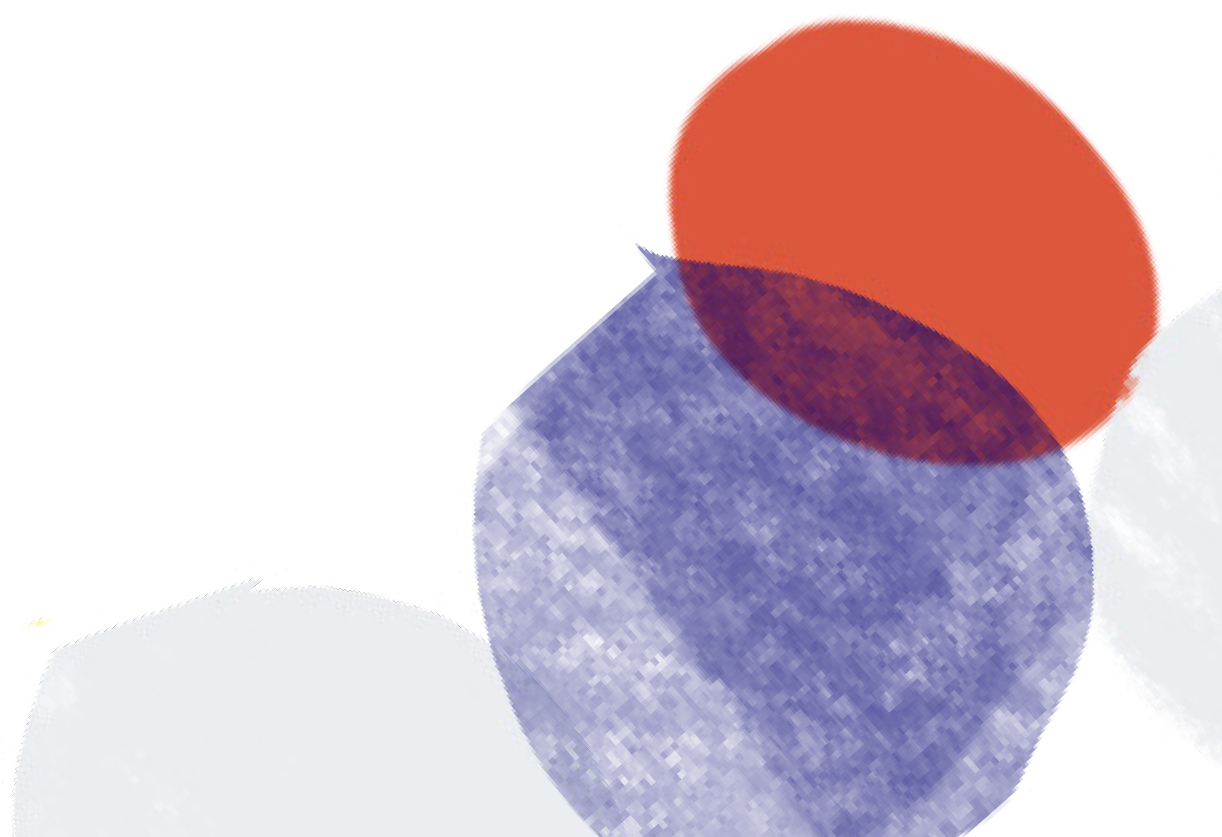
Dans la droite lignée des missions OGP (OpenGovernmentPartnership), de consultation.etalab.gouv.fr puis du Centre de la participation citoyenne, Etalab, avec l'appui de la DITP, a inauguré le programme «Accélérateur d'Initiatives Citoyennes», qui permet d'accompagner et d'apporter les coups de pouce nécessaires aux citoyens, associations, collectifs qui ont un projet d'utilité publique.

En s'inspirant des initiatives citoyennes ayant joué un rôle crucial dans la bataille contre le Covid (ViteMaDose, Covidtracker, ...) mais aussi des initiatives comme OpenFoodFacts... l'Accélérateur se pose en interface entre le citoyen et l'administration, pour que cette dernière mette ses ressources (données, financement, compétences métiers, contacts utiles...) à la disposition de ces projets d'intérêt général.

En novembre 2021, le Président Emmanuel Macron et la Ministre Amélie de Montchalin annoncent la création de l'Accélérateur d'Initiatives Citoyennes. Les 9 lauréats de la première série de projets accompagnés par l'AIC ont fait l'objet d'un processus de sélection inédit, croisant le regard d'un panel de citoyens sur l'intérêt des projets, et l'expertise des administrations.

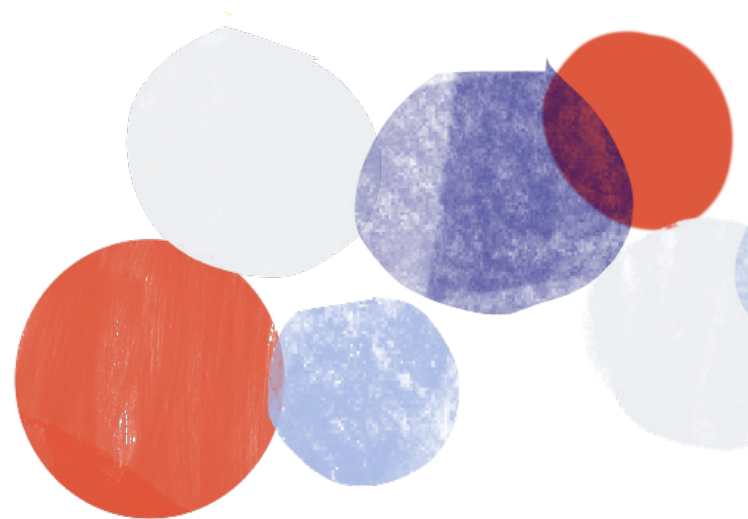
Devant le succès de l'appel à projet, avec plus de 200 dossiers reçus, le jury citoyen dû se réunir 2 jours entiers pour sélectionner la première promotion !





Témoignages de l'écosystème







Pourquoi avoir créé Opendata France et comment l'association a-t-elle collaboré avec Etalab ?

L'association a été créée en 2013 pour aider les collectivités territoriales qui s'étaient lancées dans l'open data. A l'origine, les villes pionnières refaisaient toutes les mêmes travaux dans leur coin : choisir un portail, une licence...

On s'est dit qu'il valait mieux mutualiser pour avancer. En rédigeant des documents utiles, partageant des conseils, aidant les nouveaux entrants. Etalab faisait le même travail dans les ministères : capitaliser, convaincre, expliquer les enjeux et accompagner ceux qui hésitaient. On l'a donc invité au conseil d'administration et on en a fait un partenaire pour de nombreuses actions.

Quel a été le rôle d'Etalab dans l'open data des territoires ?

Etalab a joué un rôle d'accélérateur. Pour les territoires, il a représenté une référence nationale qui structurait la doctrine de l'open data, avançait sur les aspects juridiques, mais animait aussi l'écosystème de l'open data en général. C'est indispensable d'avoir un poisson pilote comme Etalab, qui défriche des sujets et anime l'écosystème autour.

Quel est votre meilleur souvenir de collaboration avec Etalab ?

L'élaboration de la loi pour une République numérique ! Ça a été l'occasion d'un rapprochement entre Etalab et ODF. La loi instaurait l'open data par défaut pour toutes les villes de plus de 3 500 habitants.

Notre association a donc été missionnée par la secrétaire d'Etat en charge du numérique, Axelle Lemaire, pour élaborer des indicateurs d'impact et des mesures d'accompagnement de l'open data dans les territoires. Les restitutions, en présence d'Etalab, sont toujours un moment sympathique ! Cela fait du bien de partager un succès et de valoriser les porteurs de projets autour d'un moment festif.

Jean-Marie Bourgogne
est directeur général de
l'association Opendata
France, qui regroupe et
soutient les collectivités
territoriales engagées dans
une démarche d'ouverture
et de valorisation de leurs
données publiques.

Comment ont évolué les enjeux de l'open data dans les territoires en 10 ans ?

Au début, il s'agissait d'ouvrir des données par principe, quelles qu'elles soient et quelle que soit leur qualité. Aujourd'hui, la France est en avance au niveau international sur la maturité de l'open data dans les collectivités locales : plus de 800 acteurs territoriaux ouvrent leurs données. L'enjeu pour les cinq années à venir est surtout de faire monter en qualité les données. Même si ce n'est pas très porteur, parce qu'assez technique, c'est indispensable.

On s'est aussi rendu compte qu'en 10 ans, tous les grands acteurs territoriaux s'étaient mis à faire de l'open data, mais que presque toutes les petites collectivités n'en faisaient pas. 90% de collectivités concernées par la loi pour une République numérique qui ne font pas d'open data ont souvent moins de 50 000 habitants. Elles ont peu de données, pas très bien gérées, et n'ont souvent personne de dédié au sujet... Et il n'y a pas de demande forte d'open data. ODF accompagne les petites collectivités dans leur démarche d'ouverture et leur propose de se focaliser sur quelques jeux de données prioritaires et standardisés. Cela facilite leur engagement tout en agissant sur la qualité des données.

Enfin, on voit que l'utilisation de la donnée est devenue une pratique courante, par exemple pour suivre la crise sanitaire ou comprendre les enjeux écologiques. Les collectivités s'intéressent de plus en plus à la présentation des données par des infographies simples et interactives pour permettre leur compréhension et leur appropriation par les publics.

« C'est indispensable d'avoir un poisson pilote comme Etalab, **qui défriche des sujets et anime l'écosystème autour.** »

D'après vous quels seront les défis d'Etalab pour les 10 ans à venir ?

La maturité du sujet de l'open data nous oblige à nous synchroniser, à la fois sur l'outillage et sur l'animation de la communauté. On pourrait imaginer un conseil national de la donnée publique pour améliorer la coordination des acteurs publics entre le niveau national et territorial. Il y a aussi un travail de structuration à faire : sur les standards, dans le prolongement de schema.data.gouv.fr, et sur les algorithmes. Enfin, pour aider au pilotage par la donnée, ce serait bien de proposer des outils de datavisualisation clés en main, qui accompagneraient systématiquement les jeux de données. Bref, longue vie à Etalab !



Qu'est-ce que le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) ?

Le PGO est une initiative internationale lancée par Barack Obama en 2011. Elle part du principe qu'internet et les données permettent de doter les citoyens d'outils pour exiger la transparence et pour contribuer à l'action publique.

Le PGO rassemble donc à parts égales des représentants des Etats membres et des représentants de la société civile – ONG, collectivités locales, parlements – pour créer un espace d'émulation et de partage de bonnes pratiques.

En 2016, la France a rejoint le PGO, pris la présidence tournante et organisé le quatrième sommet, qui s'est tenu à Paris. C'est à cette occasion que j'ai entendu parler d'Etalab pour la première fois : j'ai été nommée porte-parole pour la préparation du sommet avec Laure Lucchesi et travaillé au quotidien avec Etalab pendant 8 mois.

Pourquoi est-ce que l'open data est un enjeu de coopération internationale ?

Dans un contexte de modernisation de la politique d'aide au développement française, l'open data aide à atteindre plusieurs objectifs. Pour les pays bénéficiaires, cela permet de promouvoir une gouvernance démocratique, par exemple en luttant contre la corruption. Pour les pays donateurs, publier les données des programmes d'aide permet d'en assurer la bonne coordination et la transparence. Enfin, dans tous les pays, les outils numériques et les données mises à disposition favorisent la redevabilité des structures et l'implication des sociétés civiles.

Quel a été le rôle d'Etalab dans l'organisation du sommet et dans l'écosystème de l'open data international ?

En amont du sommet, nous avons mené des actions en France comme la rédaction du plan national

Pauline Carmona est diplomate. En 2016, elle est nommée secrétaire générale du sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert et travaille avec Etalab à la réussite de l'événement.

pour un gouvernement ouvert. Les administrations ont également été mobilisées pour organiser des événements. Etalab a été le contact des ministères au quotidien, en présentant la démarche, en fournissant une boîte à outils, en aidant les administrations, comme pour l'organisation d'un hackathon au ministère des affaires étrangères pour explorer l'exploitation des données comme levier d'une action plus efficace du quai d'Orsay. Le cœur de l'action d'Etalab a été le lien entre l'écosystème d'innovateurs et les administrations qui découvraient le gouvernement ouvert. La mission a été le rouage absolument essentiel de la préparation du plan pour un gouvernement ouvert et du sommet de décembre 2016.



Le partenariat pour un gouvernement ouvert, **c'est les droits de l'Homme à l'heure d'internet**



Comment voyez-vous l'évolution du sujet de l'open data à l'international depuis 10 ans ?

Je dirais que c'est en 2015, au moment du discours du président devant l'assemblée générale des Nations Unies pour rejoindre le Partenariat pour un gouvernement ouvert, que la France se positionne pour la première fois sur le sujet. L'organisation du sommet a ensuite permis de renforcer la crédibilité de la France et de porter haut et fort ce qu'Etalab portait en solitaire depuis sa création.

Cela a aussi été un gros signal vis-à-vis des pays francophones, qui ont pu être embarqués dans la démarche à travers la France. Le sommet a été l'occasion de structurer les actions et de les inscrire dans les programmes d'aide au développement. Le résultat : une offre solide, connue et reconnue. Depuis, la France reçoit régulièrement des demandes d'aide en matière d'ouverture des données, de gouvernement ouvert et de numérique en général, notamment de la part des pays francophones.

Quel est le défi pour l'open data à l'international dans les 10 ans à venir ?

Le gouvernement ouvert est une exigence et un défi qui demeure. Tous les pays, plus que jamais, doivent aider la société civile à se saisir des outils numériques et encourager sa participation. Pour cela, on doit être en permanence dans une démarche de partage de bonnes pratiques. Si je peux me permettre ce conseil à Etalab : ne pas s'institutionnaliser et ne pas se rigidifier. Rester agile, garder sa philosophie et le lien avec l'écosystème !



Quel est votre lien avec Etalab ?

L'ouverture des données publiques, c'est ce qui m'anime le matin, l'après-midi et une partie de la nuit. J'ai notamment écrit une thèse en sociologie sur l'ouverture des données publiques dont l'histoire d'Etalab est un des objets. J'ai étudié l'émergence des principes de l'open data en France, comment ils ont été traduits

en dispositifs législatifs et comment ils ont mené à la création d'une administration qui porte le sujet. J'ai aussi travaillé avec Etalab. Dans le cadre de l'élaboration du plan pour un gouvernement ouvert de 2016, Dataactivist a créé et animé les forums open d'Etat pour encourager la discussion entre administrations et société civile. Plus récemment, nous avons aidé à établir la nouvelle feuille de route de data.gouv.fr, en proposant une évolution de la plateforme en lien avec l'évolution de l'écosystème de l'open data.

Pourquoi faut-il que la société civile s'approprie l'open data ? Et quels sont les enjeux de cette démocratisation ?

Dans la promesse initiale de l'open data, il y a l'objectif de réduire les asymétries d'information entre l'administration et la société civile pour qu'elles discutent sur un pied d'égalité. C'est supposé permettre un débat plus éclairé, une implication plus grande des citoyens et un meilleur pilotage des politiques publiques. En réalité, c'est rarement le cas : les données sont difficiles à trouver, comprendre et exploiter. Et même avec les meilleures données du monde, encore faut-il savoir qu'on a le droit d'y accéder, réussir à les trouver et à les traiter.

La crise de la Covid 19 a montré que la demande d'open data est bien plus large qu'on ne l'imaginait et formulée par des acteurs beaucoup plus divers qu'au début de ce mouvement. Dans le cadre de l'enquête usagers réalisée sur

Samuel Goëta est co-fondateur de Dataactivist, une coopérative qui accompagne des projets d'ouverture et réutilisation de données publiques. Il est aussi maître de conférences associé en sociologie à Sciences Po Aix sur les coulisses des projets d'ouverture de données. Membre fondateur de l'association Open Knowledge France, il s'intéresse au droit d'accès aux documents administratifs.

data.gouv.fr, nous avons constaté que la moitié des usagers de data.gouv.fr n'étaient pas des spécialistes de la donnée. Mais ça ne les empêche pas d'avoir un vrai besoin. Ils ont envie d'accéder aux données brutes et de faire leurs propres analyses.

Quel est le rôle d'Etalab dans l'écosystème de l'open data ?

Etalab joue un rôle de médiation entre l'administration et la société civile. Je pense qu'elle est vue comme un point d'entrée quand on a une question sur les données, ce qui doit être difficile puisqu'elle est saisie de sujets de tous les côtés.

Par ailleurs, Etalab joue un rôle central dans l'écosystème de l'open data en France en portant data.gouv.fr. Cette plateforme constitue un point de ralliement des données publiques et de leurs communautés. Elle fait des choses uniques dans le monde : elle centralise les données publiques françaises, mais elle donne surtout beaucoup de place à la communauté qui peut discuter, s'entraider, partager des informations et signaler des réutilisations. Ainsi, Etalab peut à la fois faire passer de bonnes pratiques et améliorer sa connaissance des usages de l'open data.



Etalab est un **point central**
de l'écosystème de l'open data en France,
notamment à travers data.gouv.fr.



Quelle perception avez-vous des 10 années écoulées ?

En 10 ans, le contexte a radicalement changé : l'open data est passé de sujet de prospective à la norme pour les administrations. Par ailleurs, l'open data est devenu un vrai sujet pour les entreprises et les associations qui en voient beaucoup plus le potentiel.

Le paysage a aussi changé pour data.gouv.fr : ce n'est plus la seule plateforme de données publiques françaises, même si la majorité des acteurs y sont référencés, et il y a de plus en plus de données disponibles.

La place d'Etalab a évolué en conséquence, comme en témoignent les mutations de son discours. Au fil du temps, on a mis l'accent plus ou moins sur la transparence, l'accès à l'information, le partage des données en science, l'industrie de la donnée ou la donnée comme « nouvel or noir » et la transformation des administrations, très présente en ce moment.

Un conseil ou un message pour l'Etalab du futur : ne pas perdre l'ancrage initial sur l'open data parce que le travail est loin d'être fini !



Comment s'est passée votre rencontre avec Etalab ?

J'ai rencontré Etalab pour la première fois en 2011, à Marseille, lors d'une conférence sur les enjeux de l'open data. J'en ai profité pour interpeller l'équipe : « n'oubliez pas la société civile dans la stratégie open data ! ».

A l'époque, des communautés comme OpenStreetMap (OSM) s'étaient illustrées par la mise à disposition de données cartographiques pour améliorer la gestion de catastrophes naturelles. Je travaillais au ministère de l'Ecologie et avais demandé de dédier 80% de mon temps à l'open data et les 20% restants à la contribution à des communautés de la société civile. C'est à ce titre de citoyen-contributeur que je me suis retrouvé à participer à des réunions avec des acteurs institutionnels organisées par Etalab ; c'était un pas énorme pour la collaboration entre administration et citoyens !

Pourquoi est-ce que la société civile et l'administration doivent collaborer pour mener des politiques publiques efficaces ?

Pour moi, il ne devrait pas y avoir de dichotomie entre l'administration et le citoyen : l'administration est au service du citoyen et les fonctionnaires sont des citoyens. Ce sont des univers qui se nourrissent. Par exemple, OSM est vite devenu un carrefour où je parlais aussi bien à des fonctionnaires qu'à la société civile. Et où les deux pouvaient mener des projets d'ouverture de données ensemble. Autre exemple, j'ai spontanément utilisé des logiciels libres et des standards de l'open source au ministère parce que les logiciels propriétaires étaient chers, manquaient de puissance... A la suite de ça, j'ai vu des collègues fonctionnaires se mettre au libre, participer à la montée en puissance des logiciels open source dans l'administration et même contribuer.

Quels étaient les enjeux open data pour la société civile il y a 10 ans et qu'est-ce qui a changé depuis ?

Quand j'ai commencé à travailler, la société civile comprenait l'intérêt de l'open data dans certains domaines : les horaires des transports, les installations utiles aux pompiers... Mais certaines données intéressaient moins. Et pourtant, on voit que les données qui

Gaël Musquet est météorologue et de formation. Il a travaillé sur l'open data à la fois en tant que fonctionnaire et en tant que membre de la société civile. Il a notamment présidé OpenStreetMap et s'intéresse à l'impact de l'open data dans des contextes de catastrophes naturelles.

n'ont pas été collectées et transmises il y a 10 ans font aujourd'hui cruellement défaut, notamment dans le domaine sanitaire. On s'est aussi rendu compte que l'open data pouvait sauver des vies. L'open data permet de bien connaître son territoire, ses équipements, les problématiques environnementales et aider dans la gestion de catastrophes. On est passé d'une vision un peu « gadget » à l'open data vital parce qu'il permet d'organiser la vie et gérer les crises.

Comment Etalab a accompagné les évolutions dans le domaine de l'open data ?

La plus grosse contribution d'Etalab a été d'infuser la culture de la donnée au sein de l'administration. En termes de stratégie open data, Etalab a eu le mérite de structurer des méthodes, des ressources, d'accompagner les administrations et d'apporter de la légitimité au sujet. Et avec EIG, le lab IA et d'autres initiatives, Etalab a donné de la légitimité aux agents publics qui souhaitaient innover, parfois en lien avec la société civile. Les start-ups n'ont pas le monopole de l'innovation ! Etalab a aussi mis de l'huile dans les rouages de la relation entre institutions et société civile. Je me souviens notamment d'un barcamp RATP en décembre 2011 : c'était génial de voir que la RATP écoutait la société civile et qu'il n'y avait pas de défiance puisque l'événement était organisé par Etalab, un service du premier ministre. Etalab, en faisant le lien avec d'autres acteurs, a favorisé l'émergence de communautés de volontariat scientifique et technique autour de l'open data et de l'open source.



Etalab a favorisé l'émergence de communautés
de **volontariat scientifique et technique**
autour de l'open data et de l'open source.



Quels seront les enjeux de l'open data pour les années à venir et quel sera le rôle d'Etalab ?

La prévention des catastrophes naturelles et industrielles est une problématique majeure, même si le sujet n'est pas très porteur. On ne peut pas mettre un pompier derrière chaque Français, mais on peut fournir à toutes et tous les données qui aident à faire face aux catastrophes. Etalab pourrait héberger ces données et encourager l'utilisation de standards à l'état de l'art pour échanger ces données, y compris à l'échelle européenne. Ce serait utile aussi d'avoir une « cellule de crise » au sein d'Etalab qui puisse intervenir très vite auprès des administrations qui doivent gérer une crise.

Un message pour l'Etalab du futur ?

La donnée sera le poumon de la stratégie de gestion des crises à venir ; soyons à la hauteur de cet enjeu ! Je souhaite qu'Etalab soit la pierre angulaire des futurs services publics de gestion de crise.



Comment avez-vous été amenée à travailler avec Etalab ?

Je suis arrivée en France en 2011, l'année de la création d'Etalab. Par hasard, je me suis retrouvée en colocation avec Pierre Valade, fondateur de Sunrise et Voxe, très actif parmi les start-ups françaises. A l'époque, il n'y avait pas vraiment d'écosystème tech,

à peine une trentaine de personnes, et c'était le tout début du mouvement open data... C'est en participant à plein d'événements aux côtés de Pierre que j'ai connu Etalab et que j'ai atterri dans son réseau d'experts.

Comment Etalab a tissé des liens avec l'écosystème de l'innovation ?

Quand Henri Verdier est devenu directeur d'Etalab en 2013, il a rapidement mis en place un réseau d'experts pour guider la mission dans son développement et assurer un ancrage très fort dans la société civile. A l'époque, Etalab était un leader de l'écosystème open data et impulsait une dynamique très grassroots ; l'objectif du réseau d'experts était de créer une instance de collaboration, pas une instance de gouvernance. C'était la preuve qu'une entité au sein de l'Etat pouvait être de deux mondes - administration et société civile.

Comment analysez-vous l'évolution de l'open data en France ? Quel a été le rôle d'Etalab dans cette évolution ?

Etalab a accéléré le mouvement citoyen de l'open data et l'a structuré dans l'administration. Au tout début, le sujet était d'ouvrir le maximum de données aux citoyens. Il n'y avait même pas de use cases de l'open data, mais il fallait convaincre l'Etat de son utilité. Il y a eu une première vague open data au début des années 2000, avec deux types de use cases : la transparence et la création de services s'appuyant sur les données de l'Etat. C'est le moment où j'ai lancé Five by Five pour aider les entreprises à

Kat Borlongan a dirigé le bureau parisien de l'Open Data Institute, conseillé le gouvernement français sur sa stratégie open data et fondé Five by Five, une agence spécialisée dans l'innovation. Plus récemment, elle a dirigé la mission French Tech qui fédère les startups françaises. Elle est aujourd'hui Chief Impact Officer de Contentsquare.

établir une véritable stratégie d'ouverture de leurs données. Aujourd'hui, on a dépassé le stade où l'open data se bat pour exister. Il n'y a plus 5 start-ups qui dominent l'écosystème, de nouveaux use cases sont apparus...

Comment Etalab a aidé les start-up à s'emparer de l'open data ?

Etalab était dealer de données. La mission jouait un rôle unique dans l'administration : organiser un espace neutre où tout le monde pouvait venir et discuter. Ça a donné de la visibilité aux besoins de l'écosystème et permis à Etalab de jouer un rôle de catalyseur. L'histoire d'Etalab est celle d'une plateformisation : faire en sorte que d'autres puissent faire.

Quelle a été la contribution majeure d'Etalab sur les 10 ans qui se sont écoulés ?

Une contribution philosophique. Quand data.gouv.fr est sorti en 2011, il y avait un bouton rouge qui permettait aux citoyens de signaler des problèmes sur les jeux de données. Le fait de demander formellement, sur la plateforme, de donner des retours, c'était révolutionnaire. L'idée était de dire : "on ne fait pas semblant que tout est parfait, on grandit ensemble."

Autre chose : Etalab était toujours présent lors des événements internationaux au moment où le mouvement de l'open data s'est structuré. La mission a eu un impact à l'international.



L'histoire d'Etalab est celle d'une
plateformisation : faire en sorte
que d'autres puissent faire.



Un conseil à donner à Etalab pour les 10 ans qui viennent ?

Etalab n'est pas une administration, c'est une conversation : elle a rendu normal le fait de discuter avec l'extérieur. Cela a toujours fait partie de son ADN et j'espère que ça va rester.

| Le fonctionnement d'Etalab



ETALAB INTERVIENT À CHAQUE ÉTAPE DU Cycle de vie DE LA DONNÉE



gérer la
PLATEFORME ouverte
des données publiques
et leurs réutilisations

utiliser des
LOGICIELS libres

≡ sill.etalab.gouv.fr

&

publier des

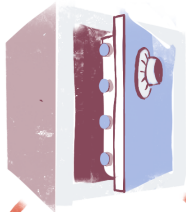
CODES **ouverts**

</> code.etalab.gouv.fr

transport.data.gouv.fr
adresse.data.gouv.fr
geo.data.gouv.fr
cadastre.data.gouv.fr
entreprise.data.gouv.fr
particulier.data.gouv.fr
app.dvf.etalab.gouv.fr

plateformes de **DIFFUSION**
des données thématiques

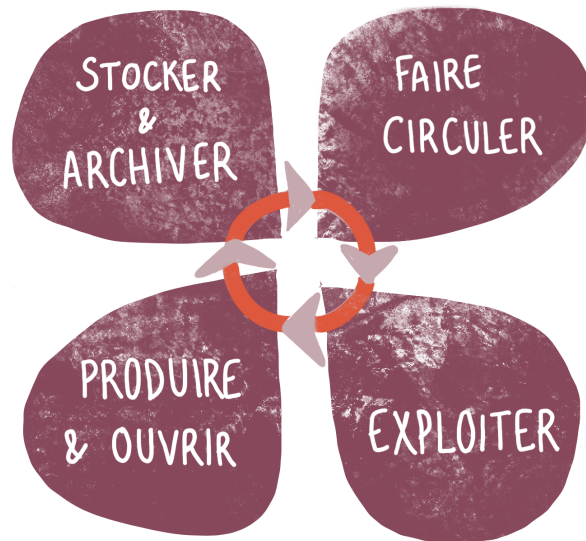
aider
les administrations
à **OUVRIR** leurs données
leurs algorithmes
et leurs codes sources



Programme
politique
de la donnée

Programme
algorithmes
publics

Programme
logiciels
libres



api.gouv.fr



OFFrir un
ACCÈS AUTOMATIQUE
aux données
des administrations



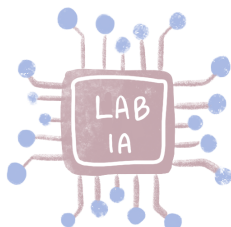
particulier.api.gouv.fr



entreprise.api.gouv.fr



ouvrir l'administration
à des **TALENTS** du numérique
pour résoudre des **DÉFIS** publics
en 10 mois



accompagner les administrations
dans l'usage des **DATA-SCIENCES**
et de l'**INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

LES MODES D'ACTION D'ETALAB



Les rôles au sein de l'équipe



Le juriste

Il accompagne les administrations à la bonne compréhension du cadre juridique
Il lève les freins juridiques à l'ouverture et à la circulation des données
Il organise la contribution d'Etalab aux grands textes de loi

Il communique en permanence par Slack ou Mattermost.
Il préfère le front, le back ou les API, mais il touche à tout
C'est lui qui réalise les produits numérique made in Etalab



Le développeur



La directrice et les chefs de pôle

Ils sont en première ligne pour embarquer les administrations
Ils construisent ensemble une ambition déclinée dans chaque pôle par les produits qui l'alimentent... et facilitent l'administratif

Il met en forme et sait faire parler les données comme personne
Il conseille les administrations & aide à la montée en qualité des données
Il met les mains dans le code et contribue directement aux projets



Le data engineer



La data scientist

Elle conseille les administrations & suit les projets IA
Elle développe des algorithmes (OCRisations, app.dvf...)
Elle anime des communautés de praticiens dans les administrations

Elle connaît son produit comme sa poche
Elle sait en faire la promotion & trouve de nouveaux utilisateurs
Elle aide les utilisateurs & transmet leurs retours à l'équipe produit



La biz dev



Le coordinateur d'administration générale

Il navigue dans les méandres de l'administration française
Il gère les contrats, les congés, les achats, les agendas... et permet à tous les autres de travailler

Couteau suisse, il parle aux agents, donne des formations, ...
Il gère son projet et le fait avancer par tous les moyens
Avec ou sans post-it, il anime des ateliers comme personne



Le chef de projet



L'expert en politique publique du numérique

Hyper calé sur son domaine, il est dans tous les bons coups
On fait appel à lui pour contribuer à la prospective, aux notes ministérielles, aux projets de lois...

Elle aussi connaît son produit numérique comme sa poche
Elle aime discuter avec la technique et le métier.
Son obsession : satisfaire ses utilisateurs



La responsable produit

LES CHIFFRES CLEFS DE L'ACTION D'ETALAB en 10 ans

la France classée

2^e à l'OCDE OURData Index 2019

1^{er} au European Open Data Maturity Index en 2021 et 2022

8628 dépôts de
CODE SOURCE OUVERTS
par l'administration

30.000
VISITEURS
en moyenne par jour
sur data.gouv.fr

1,315,971
VISITES
sur le blog d'Etalab

32 758 FOLLOWERS
sur Twitter

2764
réutilisations
de jeux de données
publiées sur data.gouv.fr

39 776
JEUX de DONNÉES
ouverts sur
data.gouv.fr

213
LOGICIELS LIBRES
référéncés dans
le SILL

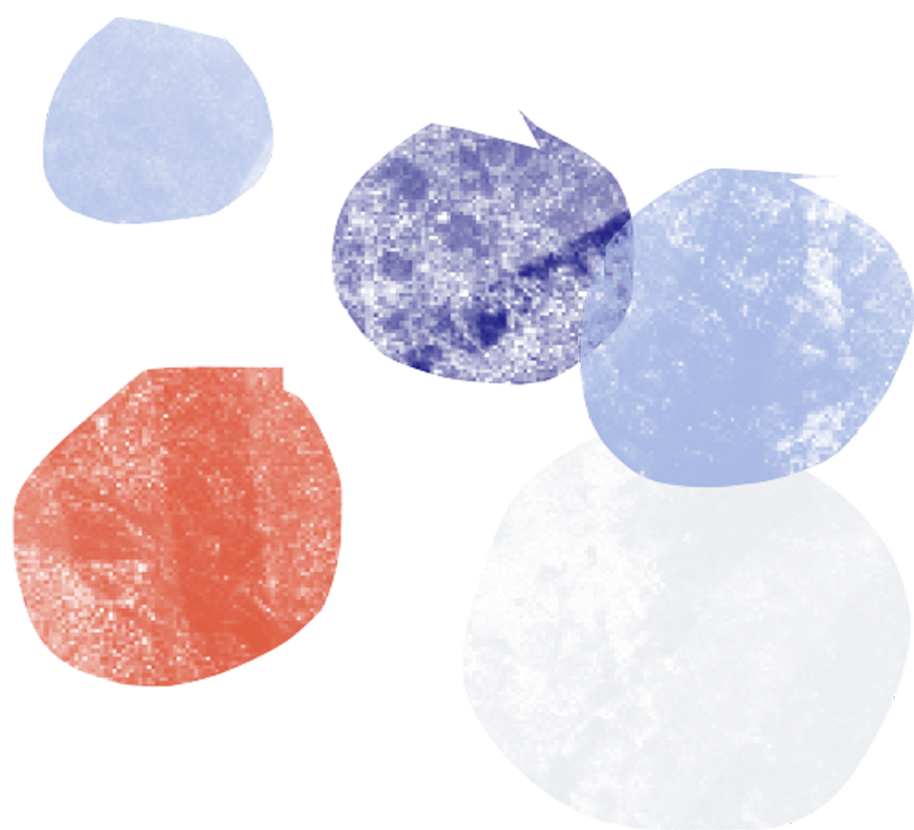
une ÉQUIPE qui compte
26 ETP,
soit ~ 50 personnes
tous statuts confondus

+ de 100
APIs publiques
exposées
sur API.gouv.fr

25 projets
sortis du lab
I.A.

173 personnes RECRUTÉES
dans l'état grâce à
entrepreneurs d'intérêt général

ALUMNIS
plus de 130 personnes
ayant travaillé
pour Etalab



Remerciements





Ce livret a été réalisé par Arnaud de Champsavin
et illustré par Anne-Charlotte Hill.

Un grand merci aux équipes d'Etalab d'hier et
d'aujourd'hui, ainsi qu'à leurs partenaires, pour
leurs contributions.

Un merci particulier à Soizic Pénicaud et Sophie
Miljkovic pour leur aide précieuse.

Merci à toutes et tous !



Une rétrospective de la contribution d'Etalab à l'action publique.

Hommage à toutes les personnes qui ont participé, de près ou de loin, de l'intérieur ou de l'extérieur, à l'action d'Etalab au service de la transparence et de l'efficacité de l'action publique.

Janvier 2023

